

# Commune de SAINT-MÉLOIR DES ONDES

DÉPARTEMENT d'ILLE-ET-VILAINE

## **PROCES-VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL du 17 SEPTEMBRE 2018, à 19 heures**

**Présents** : Monsieur BERNARD René, Maire – Mesdames CASU Odile, DUFAIX Marylène, HEMON Soizick, Adjointes – Mrs BOULEUC Yves, LABBE René, DUVAL Yvonnick (*arrivé en cours de séance*), Adjoint – Mmes BREVAULT Chantal, LEPAIGNEUL Virginie, MENARD Patricia, PERRIGAULT Chantal, THOMAS Huguette, VILLENEUVE Catherine, conseillères municipales, Mrs COURDENT Stéphane, GIZARD Rémy, JENOUVRIER Stéphane, LEMONNIER Philippe, LESNE Loïc, PLIHON Sébastien, SIGURET Jérôme, VUILLAUME Michel Conseillers Municipaux.

**Absents excusés** : Madame ENEL-REHEL Rozenn, conseillère municipale, (*pouvoir à M. Bernard René*). Madame MAZEAU Laurence conseillère municipale (*pouvoir à Mme Perrigault Chantal*), Madame MALOIZEL Madeleine, conseillère municipale, (*pouvoir à Mme Casu Odile*). Monsieur de LA PORTBARRE Dominique, conseiller municipal, (*pouvoir à M. Bouleuc Yves*).

**Absents** : Madame LE SCORNET Sylvie, Monsieur LESAGE Samuel, Conseillers municipaux.

**Secrétaire de séance** : Monsieur BOULEUC Yves, Adjoint.

---

**Procès-verbal de la séance du 2 Juillet 2018** : Le procès-verbal de la séance est adopté à l'unanimité des membres présents.

Avant de passer à l'étude des dossiers, Monsieur le Maire demande aux membres du conseil municipal l'autorisation de rajouter à l'ordre du jour une affaire concernant la médiathèque : il s'agit de préciser les conditions d'accueil des établissements scolaires méloriens et des établissements publics (EHPAD, SIAJE), ainsi que de l'accueil d'une jeune stagiaire en licence professionnelle « Métiers du Livre » en alternance. Le Conseil Municipal EMET un avis favorable à l'inscription de ce dossier.

## **VOIRIE-RÉSEAUX**

### **2018.065 – Marché de modernisation voirie à bons de commande – Avenant n° 2 – Intégration d'un prix nouveau - P.N. 8 -**

**Contexte** : Monsieur René Labbé, adjoint aux travaux, rappelle que par délibération du 6 mars 2017, le marché de modernisation de la voirie communale a été confié à l'entreprise COLAS. Ce marché comprend un bordereau de prix mobilisables selon les chantiers, via des bons de commandes.

Compte tenu des nouveaux ouvrages à mettre en œuvre, dans sa séance du 11 septembre 2017, le conseil municipal avait intégré 5 prix nouveaux (PN 1 à PN 5) par voie d'un avenant n° 1.

Considérant les besoins communaux et les nouveautés en matière de travaux routiers, par avenant n° 2, il est proposé d'intégrer au marché le prix nouveau suivant :

#### **PN 8 – Fourniture et mise en œuvre enrobés à froid type easycold dosés à 80 kg/m<sup>2</sup>**

Ce prix rémunère, au mètre carré, la fourniture, le transport et la mise en œuvre au finisseur d'un enrobé à froid -type easycold- dosé à 80kg/m<sup>2</sup> : 6.50 € le m<sup>2</sup> HT.

**Pour information** : Les prix nouveaux PN6 et PN7, proposés par l'entreprise, ne seront pas intégrés au marché de modernisation, car devenus sans objet: PN6 – Fourniture et pose de plot OLOPHANE / PN7 – Fourniture et pose de dalle PODOTACTILE

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 Pour                      0 Contre                      0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **APPROUVE** la passation d'un avenant n° 2 au marché de modernisation de voirie détenu par l'entreprise COLAS, tel qu'il suit :  
Introduction du prix nouveau : **PN8 – Fourniture et mise en œuvre enrobés à froid type easycold dosés à 80 kg/m<sup>2</sup>**. Ce prix rémunère, au mètre carré, la fourniture, le transport et la mise en œuvre au finisseur d'un enrobé à froid -type easycold- dosé à 80kg/m<sup>2</sup> : 6.50 € le m<sup>2</sup> HT .  
*Les prix nouveaux PN 6 et PN 7 sont sans objet.*
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit avenant n° 2.

Observations :

- Voirie 2018 : Concernant l'exécution du programme de voirie 2018, il est fait remarquer que l'aménagement du carrefour de La Grande Fontaine a été bien réalisé. Il est par contre regretté que le tapis d'enrobés exécuté sur la route de Blessin ne soit pas un peu plus large, cela aurait permis un croisement de véhicules plus aisément. Une plus grande vigilance devra être exercée sur les largeurs d'enrobés lors des prochaines modernisations de voies.
- Aménagement du Vaupinel : Le giratoire du Vaupinel est actuellement en cours de réalisation et les usagers sont invités à suivre les itinéraires de déviation mis en place par le Département. Il est rappelé que le Département gère ses déviations en empruntant de préférence ses propres routes départementales.  
*Pour la clientèle souhaitant se rendre à «Intermarché», l'itinéraire de contournement du chantier et du centre bourg est jugé particulièrement long. La mise en sens unique de la Rue de la Martinière (poids lourds exceptés) pourrait offrir un raccourci aux automobilistes souhaitant accéder au magasin. Cette solution sera étudiée en concertation avec les services du Département.*  
*Répondant à une interrogation sur l'aménagement d'une traversée piétonne au Vaupinel, Monsieur le Maire précise que le règlement départemental de voirie n'autorise pas de « passages piétons » sur les routes départementales.*  
*Le giratoire en cours, équipement attendu par tous depuis de nombreuses années, ne solutionnera peut-être pas toutes les problématiques en matière de voies douces (piétons, cyclistes...), mais il aura au moins le mérite de se substituer à un carrefour particulièrement accidentogène.*  
*(Pour mémoire, il est proposé de transmettre aux membres du conseil municipal le plan du futur rond-point)*

Arrivée de M. Yvonnick Duval, conseiller municipal.

**2018.066 – Projets d'aménagements urbains 2019 - Réalisation d'études préalables - Sollicitation des partenaires et des concessionnaires de réseaux**

Monsieur le Maire rappelle que la collectivité a récemment réceptionné les chantiers d'aménagement des entrées de l'agglomération (*rues d'Emeraude, du Clos Poulet et de La Gare*) et contribue financièrement à la réalisation du giratoire du Vaupinel en collaboration avec le Département d'Ille et Vilaine.

Dans cette continuité, et en vue des prochaines préparations budgétaires, il convient de définir les tronçons urbains pour lesquels la collectivité souhaite un aménagement en 2019, ceci afin de saisir dès à présent tous les partenaires (*SDE, Saint-Malo Agglomération, Département, ...*) et les concessionnaires de réseaux.

La commune doit également penser à s'adjoindre un accompagnement technique pour mettre en œuvre les aménagements souhaités : *bureau de maîtrise d'œuvre, géomètre...*

Une proposition d'aménagement est faite pour les tronçons suivants :

- Rue de la Main d'Argent et rue de Radegonde.  
*Rappel : Ces rues ont actuellement un statut de voies départementales et ont vocation à être rétrocédées à la commune par le Département à l'issue d'une remise en état.*  
Travaux envisagés :  
Préalablement à la réfection des trottoirs et des enrobés, des investigations sont nécessaires pour déterminer l'état des réseaux enterrés : eaux usées, eaux pluviales, eau potable,... .  
Le SDE 35 doit également être saisi pour étudier un effacement des réseaux et une rénovation de l'éclairage public.
- Rue de La Fontaine – Rue et Impasse de la Ville Auffray  
Travaux envisagés : effacement des réseaux et modernisation de l'éclairage public / réfection des trottoirs et de la chaussée.
- Rue du Puits Auray  
Travaux envisagés : modernisation d'éclairage public / réfection des trottoirs et de la chaussée

**Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

25 Pour                      0 Contre                      0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **APPROUVE** les projets d'aménagements urbains ci-dessus cités,
- **DÉCIDE** de solliciter toutes les études nécessaires auprès des prestataires et concessionnaires concernés,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à initier les démarches utiles au chiffrage des projets,
- **SOLLICITE** l'aide de tous les partenaires (*Etat, collectivités, établissements,...*) susceptibles d'intervenir au financement de ces aménagements.

---

## **BATIMENTS**

**Observations :** *Monsieur le Maire rappelle que la médiathèque a ouvert au public le 1er septembre 2018. Le fonctionnement s'avère satisfaisant et de nombreux abonnements nouveaux ont déjà été souscrits.*

*Pour ce qui concerne les travaux de construction, la commune a fait réaliser un constat d'huissier qui a été notifié à la maîtrise d'œuvre, ceci en vue d'une levée des réserves et désordres non réglés par les entreprises.*

*L'inauguration officielle aura lieu le samedi 29 septembre à 11h00 et sera présidée par Monsieur le Préfet de la Région Bretagne, dont la présence est confirmée. De nombreux autres élus seront présents : M. Gilles Lurton - Député, Mme Isabelle Thomas - Députée européenne, M. Jean-Luc Chenut - Président du Département, M. Claude Renoult - Président de Saint-Malo Agglomération, ...etc.*

### **2018.067 – Médiathèque – Mobilier DPC – décompte final du marché**

Monsieur Yvonnick Duval, adjoint aux bâtiments, rappelle que la collectivité, par délibération du 6 novembre 2017, a confié le marché de fourniture et de pose de mobilier de médiathèque à la société D.P.C. pour un montant de 99 721,71 € HT.

Dans le cadre de la mise au point du marché et des ajustements nécessaires à l'agencement des espaces intérieurs, les commandes suivantes sont intervenues :

- 1<sup>ère</sup> commande / Devis 1812487 : 90 053,28 € HT (*soit - 9 668,43 € HT vis-à-vis du marché initial*)
- 2<sup>nde</sup> commande / Devis 1816597 : + 351,02 € HT (*signalétique interne sur mesure- non incluse dans le marché d'origine : panneau de 350 € + 1.02 € éco-contribution*).

Compte-tenu du détail présenté ci-dessus, il est demandé à l'assemblée de valider un avenant n° 1 de moins-value de 9 317,41 € HT.

Le nouveau montant final du marché est ainsi ramené à 90 404,30 € HT (*soit - 9,43%*)

**Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

25 Pour                      0 Contre                      0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **VALIDE** l'avenant n° 1 de moins-value (- 9 317,41 € HT) tel qu'explicité ci-dessus, qui impacte le marché de mobilier de la Société D.P.C. ,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit avenant.

---

#### **2018.068 – Demande de l'association « Arts-Antiquités-Loisirs » - Projet de convention pour stockage de matériels**

Monsieur le Maire indique que, par courrier en date du 13 janvier 2018, l'association « Arts-Antiquités-Loisirs » informait la commune que la convention liant l'association à un propriétaire privé pour l'utilisation d'un local de stockage au lieu-dit «La Durandais» arrivait à échéance le 9 octobre prochain et que celle-ci ne serait pas renouvelée.

L'association «Arts Antiquités Loisirs » s'est alors mise en recherche d'un autre local privé de stockage pour ses matériels, lesquels sont régulièrement mis gracieusement à la disposition des autres associations méloriennes. Toutefois, les transactions envisagées ne se sont pas concrétisées.

Aujourd'hui, au terme d'échanges et de rencontres avec les représentants de l'association, la commune se trouve en mesure de proposer une solution de stockage au sein de sa salle Bellevue, lieu actuel d'entrepôt pour certains matériels des services techniques.

L'assemblée est invitée à délibérer sur le sujet et à définir le cadre dans lequel une convention de stockage peut être mise au point avec l'association Arts Antiquités Loisirs (*surface allouée, accès, cloison séparative, durée, loyer...etc*).

#### **Proposition :**

Une partie de la salle Bellevue (*soit 115 m<sup>2</sup> - consacrés autrefois aux activités tennis de table et danse*) pourrait être proposée à l'association pour son stockage, le reste du bâtiment (*175 m<sup>2</sup> - ex-salle de judo*) demeurant destiné aux matériels communaux.

Les deux espaces devront faire l'objet d'un cloisonnement bien défini et les accès seront distincts. Concernant les conditions financières, par équité pour d'autres associations communales qui ont des charges de loyer pour des entrepôts privés, un loyer symbolique mensuel de 50 euros pourrait être réclamé.

L'association devra par ailleurs produire une attestation d'assurance à la commune pour l'occupation des lieux.

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

25 POUR      0 Contre      0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **ACCEPTE** de mettre à disposition de l'Association «Arts Antiquités Loisirs » un espace de la Salle Bellevue pour entreposer ses matériels festifs,
- **CHARGE** Monsieur le Maire de mettre au point la convention à intervenir dans les conditions d'occupation mentionnées ci-dessus et l'**AUTORISE** à signer ladite convention de mise à disposition.

Le Conseil Municipal, à la majorité des membres présents,

- **DIT** qu'un loyer mensuel de 50 euros sera réclamé à l'association «Arts Antiquités Loisirs » au titre de cette occupation de la salle Bellevue pour stockage de matériels.

**Observations :**

A l'avenir, dans la mesure où la commune a fait le choix de conserver les anciens tapis de tatamis de la Salle Bellevue, ces derniers pourraient être entreposés dans le « Drive » qui jouxte le complexe sportif de la Vallée Verte, avec les tables, bancs et stands (propriété de la commune).

**2018.069 – Téléphonie – Achat d'un nouveau serveur de communication (complexe sportif – Restaurant scolaire)**

Monsieur Yves Bouleuc, Adjoint, informe l'assemblée que l'appareil Autocom qui dessert téléphoniquement les sites du complexe sportif et du restaurant scolaire-garderie est en état d'obsolescence. Il ne permet plus d'assurer un service de communication satisfaisant et engendre des frais de maintenance annuels élevés à la collectivité.

Il présente l'offre recueillie auprès de la société HEXATEL pour la fourniture et la mise en service d'un serveur de communication de nouvelle génération (incluant : 1 serveur, 1 poste téléphonique, 1 boîtier de raccordement, l'installation sur site) au prix de 3 440 € HT, soit 4 128 € TTC (*garantie 1 an*). Un contrat de maintenance annuel est proposé dans l'offre au prix de 300 € HT.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

25 Pour      0 Contre      0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **DÉCIDE** d'acquérir un nouveau serveur de communication téléphonique auprès de la Société HEXATEL dans les conditions citées ci-dessus,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le devis correspondant et le contrat de maintenance afférent.

## **AFFAIRES SCOLAIRES**

**Point sur la rentrée scolaire**

Madame Marylène Dufaïx, Adjointe aux affaires scolaires, indique que les écoles publique et privée ont effectué leur rentrée le lundi 3 septembre dernier.

Elle relève que la rentrée s'est effectuée dans de bonnes conditions et communique les effectifs 2018/2019 :

ECOLE PUBLIQUE : 79 élèves de maternelle - 114 élèves de primaire. Total = 193 (8 classes)  
(ouverture d'une 8ème classe)

ECOLE PRIVÉE : 83 élèves de maternelle - 148 élèves de primaire. Total = 231 (9 classes)

Elle rappelle à l'assemblée que la commission « Affaires Scolaires » se réunira le mercredi 19 septembre 2018, à 18 heures 30, salle d'honneur de la mairie.

---

## **PERSONNEL COMMUNAL**

### **2018.070 – Modification du tableau des emplois communaux – Augmentation de la durée hebdomadaire de service de deux postes à Temps Non Complet (service périscolaire)**

Monsieur Yves Bouleuc, adjoint au personnel, rappelle que dans sa séance du 14 mai 2018, l'assemblée s'était vue présenter l'évolution proposée pour le service périscolaire, à savoir un accroissement des durées hebdomadaires de service pour deux agents à temps non complet, ceci compte tenu des effectifs croissants de la garderie.

- Le consentement des intéressées ayant été recueilli,
- Vu l'avis favorable du Comité Technique Paritaire en date du 10 septembre 2018,

il est proposé de modifier comme suit le tableau des emplois pour finaliser les nouvelles durées hebdomadaires de service :

#### Effet au 1<sup>er</sup> octobre 2018

- Adjoint technique (25,30 /35<sup>ème</sup>) : nouvelle durée = 33,71/ 35ème
- Adjoint technique principal de 2<sup>e</sup> classe ( 27,62 /35<sup>ème</sup>) : nouvelle durée = 33,71/35ème  
(soit 33h40 / semaine)

**Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

25 Pour                      0 Contre                      0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **ACCEPTE** de porter au tableau des emplois les deux modifications de durée hebdomadaire présentées ci-dessus,
- **DIT** que ces modifications prendront effet au 1<sup>er</sup> octobre 2018.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à accomplir toutes les démarches de nomination induites par cette nouvelle situation.

#### Observations :

Monsieur Bouleuc informe l'assemblée que les deux agents du service « accueil » de la mairie travailleront à temps partiel (80%) à compter du 1<sup>er</sup> octobre prochain. Une organisation de semaine permettant d'assurer les intérêts du service a été validée ce jour même, ceci dans une bonne concertation et dans un traitement équitable entre collègues.

## FINANCES

### 2018.071 – Fiscalité de l'urbanisme – Délibération sur la Taxe d'Aménagement

Monsieur Yves Bouleuc, Adjoint aux finances, indique que dans le cadre de la fiscalité de l'urbanisme, avant le 30 novembre de chaque année, les collectivités peuvent prendre des délibérations pour instaurer la taxe d'aménagement ou y renoncer, fixer les taux applicables et décider d'exonérations facultatives.

Par souci de clarification et pour limiter le risque potentiel de contestation des délibérations, il est proposé cette année à toutes les communes de prendre une délibération qui abroge et remplace expressément toutes celles précédemment votées.

Il précise que cette taxe est instituée sur le territoire de la commune depuis 2012 et rappelle le régime actuel en vigueur.

En vertu de la délibération du 6 novembre 2017, le conseil municipal :

- a instauré une taxe d'aménagement au **taux de 2,5 %**.
- Pour ce qui concerne les **exonérations** facultatives, le conseil municipal a adopté une **exonération totale de taxe d'aménagement pour** : « les surfaces de stationnement intérieur pour les locaux bénéficiant de prêts PSLA, PLUS, PLS ou d'autres financements permettant de bénéficier du taux de TVA réduit prévu à l'article 278 sexies du code général des impôts, lorsque ces locaux n'ont pas bénéficié d'une exonération totale ».

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

25 POUR                      0 Contre                      0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **DIT** que le taux de la taxe d'aménagement est maintenu à **2,5 %**,
- **RECONDUIT** l'exonération totale (100%) de la taxe d'aménagement pour « les surfaces de stationnement intérieur pour les locaux bénéficiant de prêts PSLA, PLUS, PLS ou d'autres financements permettant de bénéficier du taux de TVA réduit prévu à l'article 278 sexies du code général des impôts, lorsque ces locaux n'ont pas bénéficié d'une exonération totale ».

### 2018.072 – Décisions modificatives budgétaires

#### BUDGET 2018 - COMMUNE

Monsieur Yves Bouleuc, Adjoint aux finances, indique qu'il y a lieu de modifier le budget primitif 2018.

En effet, les crédits ouverts à l'article **65548 – Autres contributions** – s'avèrent insuffisants pour les motifs suivants :

- Participation au SIVOM pour l'année 2018 (*non connue au moment du vote du Budget communal*) : Budget du SIVOM prorogé jusqu'au 30 juin 2018 : participation de Saint-Méloir des Ondes = 2 324.00 €
- Participation au SIAJE (*53 000 € prévus au BP communal*) : participation votée par le SIAJE = 54 558.70 €

En conséquence, il est proposé les ajustements ci-après :

#### Section de Fonctionnement – DÉPENSES

- |                 |   |              |
|-----------------|---|--------------|
| - Article 022   | - Dépenses imprévues                                | - 4 000.00 € |
| - Article 65548 | - Autres contributions pour les fonctions suivantes | + 4 000.00 € |
|                 | Dont 02 – Administration générale                   | + 2 400.00 € |
|                 | Dont 42 – Enfance Jeunesse                          | + 1 600.00 € |

### **BUDGET 2018 - CENTRE DE SANTÉ :**

Monsieur Bouleuc, Adjoint aux finances, informe qu'un changement de locataire est intervenu le 1<sup>er</sup> septembre 2018 dernier.

Aussi, pour rembourser la caution du locataire partant et de ce fait, inscrire la caution du locataire entrant, il convient de prendre la délibération modificative suivante :

#### **Section Investissement :**

- Dépenses - Article 165 – 51 : Dépôts et cautionnements reçus :	330.00 €
- Recettes - Article 165 – 51 : Dépôts et cautionnements reçus :	330.00 €.

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

25 POUR                      0 Contre                      0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, **ACCEPTE** les décisions budgétaires modificatives ci-dessus détaillées qui concernent le Budget Commune et le Budget du Centre de Santé.

---

## **INTERCOMMUNALITÉ**

### **2018.073 – Rapport de la CLECT (Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées)**

#### **- Avis du conseil municipal**

##### **Préambule :**

Monsieur le Maire rappelle que les règles d'évaluation des transferts de charges ont été modifiées par l'article 183 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales dans le sens d'une plus grande équité. Ces règles sont définies par le IV de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts (CGI)

- **Les dépenses de fonctionnement**, non liées à un équipement, sont évaluées d'après leur coût réel dans les budgets communaux lors de l'exercice précédent le transfert de compétences ou d'après leur coût réel dans les comptes administratifs des exercices précédant ce transfert. Dans ce dernier cas, la période de référence est déterminée par la commission.

**Le coût des dépenses liées à des équipements** concernant les compétences transférées est calculé sur la base d'un coût moyen annualisé. Ce coût intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement. Il intègre également les charges financières et les dépenses d'entretien. L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année.

Le coût des dépenses transférées est réduit, le cas échéant, des ressources afférentes à ces charges. Cette évaluation est réalisée par la commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLECT) dont le rapport est alors soumis aux conseils municipaux qui doivent l'adopter à la majorité qualifiée prévue à l'article L.5211-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

En pratique, il revient à la CLECT, assistée, le cas échéant, par des experts, d'analyser précisément la charge financière transférée par chaque commune membre de l'EPCI, ce qui suppose donc d'établir précisément le champ des compétences transférées au groupement, sur la base des statuts de ce dernier dûment approuvés par arrêté préfectoral, ainsi que des délibérations en vigueur définissant l'intérêt communautaire de chaque compétence transférée.



Une fois déterminée précisément l'étendue des compétences transférées au groupement, la CLECT est amenée à analyser, pour chaque commune, les dépenses afférentes à chacune de ces compétences, et ce, selon une méthodologie fixée par la loi. De même, la détermination des charges transférées suppose également l'analyse, par le CLECT, des recettes afférentes à chacune des compétences considérées, et ce, afin d'arriver à établir le coût net des charges transférées.

### **Adoption du rapport de la CLECT**

Une fois adopté par la CLECT et par les conseils municipaux à la majorité qualifiée visée ci-dessus, le rapport constitue la « base de travail » indispensable pour déterminer le montant de l'attribution de compensation qui sera versée par la communauté à chaque commune membre, et qui constitue pour le groupement une dépense obligatoire. En effet, le montant net des charges transférées est déduit du montant de l'attribution de compensation versée à chaque commune.

Suite aux transferts de compétences décidés par le Conseil Communautaire, la CLECT (*Commission Locale d'Évaluation de Transfert de Charges*) s'est réunie les 21 novembre 2017, 6 février, 17 avril et 22 mai 2018, afin de déterminer le montant des charges transférées pour les compétences suivantes :

- . Transfert de la ZAC du Routhouan à saint-Malo
- . Transfert de la contribution à la Mission Locale,
- . Transfert de la compétence « Eaux Pluviales »
- . Transfert de la Taxe de Séjour.

**Lors de sa séance du 22 mai 2018, la CLECT (*Commission Locale d'Évaluation de Transfert de Charges*) a adopté le rapport définitif présentant les méthodes utilisées pour procéder aux évaluations de charges et de recettes par section, et les montants retenus, comme suit par compétence :**

### **1 – Transfert de la ZAC du Routhouan**

#### **a) Section de fonctionnement : Total des charges transférées = 15 519 €**

- Entretien de la voirie : la CLECT retient le montant des dépenses figurant aux 3 derniers comptes administratifs
- Entretien des espaces verts : La CLECT retient le coût unitaire évalué à partir du marché de prestation de services de la Ville de Saint-Malo

#### **b) Section d'investissement : Total des charges transférées = 9 648 €**

- Le CLECT retient le coût de renouvellement des équipements, calculé sur la base d'un coût unitaire (coût standard du marché de Saint-Malo Agglomération de renouvellement des voiries)
- Il est appliqué en plus la « méthode capacité d'autofinancement brute » qui vise à tenir compte des emprunts souscrits pour ainsi diminuer le prélèvement sur l'attribution de compensation communale.

### **2 – Transfert de la contribution à la Mission Locale**

#### **a) Section de fonctionnement : Total des charges transférées = 107 511 €**

L'évaluation des charges liées à la Mission Locale correspond aux cotisations versées par les communes à la mission locale de Saint-Malo en 2017, soit un montant total de 107 511 €.

#### **b) Section d'investissement : il n'y a pas de dépenses**

### **3 – Transfert de la compétence « Eaux Pluviales »**

#### **a) Section de fonctionnement : Total des charges transférées = 885 006 €**

Les comptes administratifs des communes ne faisant pas apparaître de dépenses clairement identifiables au titre de l'entretien des réseaux d'eaux pluviales, la méthode de droit commun

d'évaluation des charges transférées est difficilement applicable. Une méthode dérogatoire a donc été adoptée comme suit :

- Pour les communes ayant un contrat pour l'entretien des eaux pluviales : la CLECT a retenu le montant figurant dans le contrat de délégation de service public (DSP), au titre de l'entretien de ce réseau (4 communes sont concernées : Saint-Malo, Saint-Coulomb, Saint-Méloir des Ondes et Saint-Jouan des Guérets).

- Pour les communes n'ayant pas de contrat pour l'entretien du réseau d'eaux pluviales : La CLECT a retenu le coût unitaire le plus faible constaté dans les contrats de DSP comme suit :

Curage préventif du réseau pluvial	
Coût unitaire curage préventif du réseau pluvial	1,50 €/ml
Taux de curage du réseau par an	10%
Curage bouches et avaloirs	
Coût unitaire curage bouches et avaloirs	17 €/unité
Taux de curage bouches et avaloirs par an	70%

Ces ratios ont été ensuite appliqués au périmètre retenu par les communes en concertation avec l'agglomération (soit multipliés par le nombre de mètres linéaires de réseaux)

#### **b) Section d'investissement : Total des charges transférées = 403 026 €**

Les comptes administratifs des communes ne faisant pas apparaître de dépenses clairement identifiables au titre du renouvellement des réseaux d'eaux pluviales, les dépenses étant souvent confondues avec les travaux de voirie réalisés par les communes, la méthode de droit commun d'évaluation des charges transférées est difficilement applicable.

Une méthode dérogatoire a donc été adoptée, définissant le coût de renouvellement ainsi :

Coût de renouvellement du réseau	
Coût unitaire de renouvellement du réseau	310 €/ml*
Taux de renouvellement annuel	0,40%

(\*) coût calculé sur le dernier chantier attribué à Ouest TP sur la commune de Saint-Jouan des Guérets (décembre 2017)

Ces ratios ont été ensuite appliqués au périmètre retenu par les en concertation avec l'agglomération (soit multipliés par le nombre de mètres linéaires de réseaux).

#### **c) La création d'une attribution de compensation d'investissement**

Les récentes lois d'organisation territoriale (MAPTAM et NOTRe) ont considérablement élargi les transferts de compétences et d'équipements des communes aux EPCI. L'attribution de compensation est donc désormais davantage représentative de charges de fonctionnement et d'investissement transférées que d'une compensation de fiscalité.

Sur ce point, l'article 1609 nonies C du CGI dispose que l'évaluation des charges transférées réalisée par la CLECT implique pour le transfert des équipements liés à des compétences transférées le calcul d'un coût moyen de renouvellement annualisé.

Ce coût moyen intègre « [...] le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement.

Il intègre également les charges financières et les dépenses d'entretien. L'ensemble de ces dépenses étant [est] pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année [...]. »

Il en résulte pour les communes une progression significative des charges transférées imputées en section de fonctionnement, ce qui constitue pour les communes une réduction supplémentaire et mécanique de leur niveau d'épargne.

Face à ce constat, l'article 81 de la loi n° 2016-1918 de la loi de finances rectificative pour 2016 a modifié les modalités de versement de l'attribution de compensation aux communes, ***en rendant possible la création, sous certaines conditions, d'une « attribution de compensation d'investissement » : c'est le moyen d'inscrire en section d'investissement une partie de l'attribution de compensation versées par l'EPCI à ses communes membres.***

Cette nouvelle disposition a été intégrée au 1 bis du V de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts (CGI) : il s'agit donc d'un dispositif relevant de l'évaluation libre des attributions de compensation ouvert aux communes et à la communauté, si elles en font le choix.

Ce texte permet donc de créer une attribution de compensation dite d'investissement, imputée en section d'investissement afin de neutraliser réellement la part des dépenses d'investissement identifiée dans les transferts de charges. Ces nouvelles dispositions ne sont applicables que pour les transferts de charges effectifs à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

En pratique, la mise en œuvre d'une part de l'attribution de compensation en section d'investissement se traduira pour les communes par une répartition de leur attribution de compensation selon le tableau figurant dans le rapport de la CLECT.

Comptablement, Saint-Malo Agglomération enregistrera une recette sur les comptes 13146 ou 13246 pour l'attribution de compensation d'investissement qu'elle aura perçue.

**Les communes verseront annuellement une subvention d'équipement à Saint-Malo Agglomération, comptabilisée en dépenses au compte 2046.**

Par ailleurs, en ce qui concerne le montant des charges transférées au titre du renouvellement des réseaux d'eaux pluviales, il a été acté par la CLECT qu'un point d'étape sur les dépenses réalisées par Saint-Malo Agglomération serait effectué début 2020 avec possibilité d'une clause de revoyure 5 ans après le transfert de la compétence.

#### **4 – Taxe de séjour : Solde des recettes transférées-dépenses transférées = 1 871 408 €**

##### **a) Section de fonctionnement**

La méthode d'évaluation est fondée sur la recette réelle perçue par les communes au titre de la taxe de séjour facturée au titre de l'exercice 2016 ou en 2017, selon l'année la plus favorable pour chaque commune.

Le chiffre retenu diffère donc de celui figurant au compte administratif des communes, qui pouvait contenir des recettes afférentes à deux exercices, pour des raisons de périodes de perception variables selon les communes.

##### **c) Section d'investissement : pas de dépenses**

## **5 – L'adoption du rapport de la CLECT**

Après l'adoption du rapport de la CLECT (*Commission Locale d'Évaluation de Transfert des Charges*) par les communes, Saint-Malo Agglomération pourra délibérer sur le **montant de l'attribution de compensation définitive** au titre de l'année 2018 pour chaque commune membre.

**La CLECT, lors de sa réunion du 22 mai 2018, a adopté le rapport ci-joint à la majorité absolue.**

**Pour mémoire**, si une commune délibère contre la proposition de l'EPCI de fixer son attribution de compensation de manière dérogatoire, alors elle conservera son attribution de compensation initiale selon l'évaluation de droit commun réalisée.

Cela n'empêchera pas les autres communes de fixer librement leurs attributions de compensation comme le rappelle le guide de la Direction Générale des Collectivités Locales : *« le refus d'une commune de procéder à la fixation libre du montant de son attribution de compensation n'empêche en aucun cas la fixation des attributions de compensations d'autres communes qui ont donné leur accord à cette fixation »*.

Enfin, la loi de finances pour 2017 a prévu la présentation d'un rapport quinquennal au Conseil Communautaire sur l'évolution des charges transférées. Son objet sera de mettre en évidence l'évolution des attributions de compensation au regard « des dépenses liées à l'exercice des compétences par l'établissement public de coopération intercommunale ».

Ce rapport sur l'évolution des attributions de compensation devra être débattu. Une délibération spécifique prendra acte de ce débat et les communes en seront informées. Toutefois, la loi n'impose pas de procéder à un nouveau calcul des attributions de compensation tous les 5 ans.

**Vu l'avis du conseil communautaire en date du 21 juin 2018 adoptant ce rapport,**

**Entendu l'exposé ci-dessus et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

25 Pour      0 Contre      0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **ÉMET** un avis favorable au rapport définitif de la CLECT (*Commission Locale d'Évaluation de Transfert de Charges*) ci-joint annexé,
- **APPROUVE** l'évaluation des charges transférées du rapport de la CLECT selon la méthode dérogatoire, pour la section de fonctionnement et d'investissement,
- **APPROUVE** la mise en place d'une Attribution de Compensation d'Investissement pour le transfert de la compétence « Eaux Pluviales » et **AUTORISE** son imputation en section d'investissement.

---

## **2018.074 – Assainissement – Transferts des résultats 2017 et convention de mise à disposition au profit de Saint-Malo Agglomération**

**Vu** la Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation du Territoire dit « Loi NOTRe » ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.521-5 (alinéa 2 et 3 du II) et L5211.17 ;

**Vu** la délibération n° 1/2017 du Conseil Communautaire de SAINT-MALO AGGLOMERATION en date du 28 septembre 2017 approuvant l'extension de ses compétences à l'Eau et l'Assainissement ;

**Vu** la délibération du Conseil Municipal de Saint-Méloir des Ondes n° 2017/112 du 6 novembre 2017 approuvant l'extension des compétences de SAINT-MALO AGGLOMERATION à l'Eau et l'Assainissement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Monsieur le Maire rappelle que la totalité des charges afférentes aux compétences « eau et assainissement » a été transférée à SAINT-MALO AGGLOMERATION : la dette, les charges et les

opérations d'investissement en cours (notamment : la création d'un réseau collectif du Vaulérault - Le Domaine Robin, la réfection du réseau d'eaux pluviales Rue de La Gare) ;

Dans le cadre de ce transfert, Monsieur le Maire indique aux membres du Conseil Municipal la nécessité de transférer les excédents budgétaires à la communauté d'agglomération.

Par délibération n° 2018/012 en date du 5 mars 2018, les résultats du compte administratif du Budget annexe Assainissement ont été arrêtés comme suit par le Conseil Municipal :

**Section de fonctionnement :**

Excédent antérieur reporté 2016	- €
Recettes de fonctionnement 2017	276 989.36 €
Dépenses de fonctionnement 2017	81 684.00 €
Excédent de l'année 2017	+ 195 305.36 €

<b>Excédent à la clôture de l'exercice 2017</b>	<b>+ 195 305.36 €</b>
---	-----------------------

**Section d'investissement :**

Excédent antérieur reporté 2016	+ 409 264.00 €
Recettes de fonctionnement 2017	241 765.09 €
Dépenses de fonctionnement 2017	320 248.45 €
Excédent de l'année 2017	+ 330 780.64 €

<b>Excédent à la clôture de l'exercice 2017</b>	<b>+ 330 780.64 €</b>
---	-----------------------

<b>D'où un résultat de</b>	<b>+ 526 086.00 €</b>
----------------------------	-----------------------

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

25 POUR                      0 Contre                      0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **DÉCIDE** de voter le transfert des excédents du budget annexe assainissement à SAINT-MALO AGGLOMÉRATION, soit **195 305.36 €** en section de fonctionnement et **330 780.64 €** en section d'investissement.

- **DÉCIDE** de clôturer le budget annexe assainissement de la commune,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le procès-verbal de mise à disposition de l'actif et du passif,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à cette affaire.

**2018.075 – Compétence « Eaux Pluviales » - Adoption du procès-verbal de mise à disposition des équipements et des biens mobiliers liés au transfert de la compétence**

**Vu** l'article L.5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) relatif aux compétences exercées par la Communauté d'Agglomération et notamment les modifications apportées par la Loi NOTRe en matière d'assainissement collectif ;

**Vu** l'article L. 5211-5 du CGCT renvoyant aux dispositions des trois premiers alinéas de l'article L.1321-1, des deux premiers alinéas de l'article L.1321-2 et aux articles L.1321-3, L.1321-4, L.1321-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la mise à disposition constitue le régime de droit

commun applicable aux transferts de biens et équipements nécessaires à l'exercice d'une compétence transférée dans le cadre de l'intercommunalité ;

**Vu** l'article L.1321 du CGCT alinéa 2 qui précise que le transfert de compétence doit être constaté par voie de procès-verbal de mise à disposition ;

A ce titre notamment, la gestion de la compétence « Assainissement Collectif » sur les 18 communes de Saint-Malo Agglomération a été transférée à SAINT-MALO AGGLOMÉRATION le 1<sup>er</sup> Janvier 2018.

La compétence Assainissement recouvre **3 champs** que sont **l'assainissement collectif** (collecte, traitement, gestion des abonnés), **l'assainissement non collectif** (contrôle des installations, gestion des abonnés ainsi que la compétence optionnelle « Entretien, travaux de réalisation ou de réhabilitation ») et la compétence « **gestion des eaux pluviales urbaines** ».

**Les présentes ont pour objet de constater par PROCES-VERBAL DE MISE A DISPOSITION le transfert de gestion des immobilisations liées à la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines » sur l'ensemble des 18 communes de Saint-Malo Agglomération.**

Il faut entendre « gestion des eaux pluviales urbaines » comme gestion des eaux pluviales « dans les zones urbanisées ou à urbaniser », c'est-à-dire les zones couvertes par un document d'urbanisme. Il en ressort que la gestion des eaux pluviales urbaines doit être assurée par les collectivités compétentes en matière d'assainissement, y compris lorsqu'elles sont situées en zone rurale, pour la partie de leur territoire classée dans une zone constructible par un document d'urbanisme.

Le périmètre de la compétence exercée par Saint-Malo Agglomération ne recouvre, en accord avec chaque commune, que le plan délimité dans chaque procès-verbal, pour un nombre total de mètres linéaires défini avec chaque commune.

Ce transfert est constaté aux termes de 18 procès-verbaux de mise à disposition dans lesquels sont organisés les droits et obligations de chacun.

Pour mémoire, en vertu des articles cités ci-dessus, le bénéficiaire (Saint-Malo Agglomération) assume l'ensemble des obligations du propriétaire, assure le renouvellement des biens mobiliers et possède tous pouvoirs de gestion, peut autoriser l'occupation des biens remis, en perçoit les fruits et produits et agit en justice en lieu et place du propriétaire.

Il peut également procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens et est substitué de plein droit à la commune dans toutes les délibérations et dans ses actes relatifs à la compétence transférée.

Les contrats relatifs à ces biens sont exécutés dans leurs conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale aux éventuels contrats conclus par la commune n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le co-contractant. C'est la commune qui doit informer ceux-ci de la substitution.

Les immobilisations affectées à l'exercice de la compétence assainissement ainsi que leurs amortissements sont également transférées.

Les emprunts souscrits ainsi que les subventions d'équipement perçues par la commune doivent être également transférées.

**Vu l'avis du conseil communautaire en date du 21 juin 2018** adoptant les procès-verbaux de mise à disposition des équipements et des biens mobiliers liés au transfert de la compétence « Eaux Pluviales

**Entendu l'exposé ci-dessus et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

25 Pour      0 Contre      0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **ACCEPTE** le procès-verbal de mise à disposition des installations et des biens visés dans celui-ci, ceci au titre de la compétence « Eaux Pluviales »
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit procès-verbal.

**2018.076 – Compétence « Assainissement Collectif » - Adoption du procès-verbal de mise à disposition des équipements liés au transfert de la compétence « Eaux Usées »**

**Vu** l'article L. 5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) relatif aux compétences exercées par la Communauté d'Agglomération et notamment les modifications apportées par la Loi NOTRe en matière d'Assainissement Collectif ;

**Vu** l'article L. 5211-5 du CGCT renvoyant aux dispositions des trois premiers alinéas de l'article L.1321-1, des deux premiers alinéas de l'article L.1321-2 et aux articles L.1321-3, L.1321-4, L.1321-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la mise à disposition constitue le régime de droit commun applicable, aux transferts de biens et équipements nécessaires à l'exercice d'une compétence transférée dans le cadre de l'intercommunalité ;

**Vu** l'article L.1321 du CGCT alinéa 2 qui précise que le transfert de compétence doit être constaté par voie de procès-verbal de mise à disposition ;

A ce titre notamment, la gestion de la compétence « Assainissement Collectif » sur les 18 communes de Saint-Malo Agglomération a été transférée à SAINT-MALO AGGLOMÉRATION le 1<sup>er</sup> Janvier 2018.

Ce transfert est constaté aux termes de 17 procès-verbaux de mise à disposition (la commune de Lillemer ne disposant pas d'installations d'assainissement collectif) dans lesquels sont organisés les droits et obligations de chacun.

En vertu des articles cités ci-dessus, le bénéficiaire (Saint- Malo Agglomération) assume l'ensemble des obligations du propriétaire, assure le renouvellement des biens mobiliers et possède tous pouvoirs de gestion, peut autoriser l'occupation des biens remis, en perçoit les fruits et produits et agit en justice en lieu et place du propriétaire.

Il peut également procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens et est substitué de plein droit à la commune dans toutes ses délibérations et dans ses actes relatifs à la compétence transférée.

Les contrats relatifs à ces biens sont exécutés dans leurs conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale aux éventuels contrats conclus par la commune n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le co-contractant. La commune informe les contractants de la substitution de personne morale.

Les immobilisations affectées à l'exercice de la compétence assainissement ainsi que leurs amortissements sont également transférés.

Saint-Malo Agglomération poursuivra l'amortissement des biens selon le plan d'amortissement initial et les biens non encore amortis suivront les durées d'amortissement fixées par Saint-Malo Agglomération.

Les emprunts souscrits ainsi que les subventions d'équipement perçues par la commune doivent être également transférées.

Par conséquent, il est proposé d'approuver le procès-verbal de mise à disposition des installations et des biens dans le cadre du transfert de la compétence « Assainissement Collectif - Gestion des Eaux Usées » pour la commune de SAINT-MELOIR des ONDES.

**Vu l'avis du conseil communautaire en date du 21 juin 2018** adoptant le procès-verbal de mise à disposition des équipements liés au transfert de la compétence « Eaux Usées »

**Entendu l'exposé ci-dessus et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

25 Pour      0 Contre      0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **ACCEPTE** le procès-verbal de mise à disposition des équipements liés au transfert de la compétence « Eaux Usées »
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit procès-verbal.

#### **2018.077 – Plan Local d'Habitat – Objectifs**

Contexte : Monsieur le Maire informe l'assemblée que des modifications d'objectifs de production de logements sociaux sont envisagées dans le cadre du Plan Local de l'Habitat.

Ainsi, par courrier du 12 juillet 2018 en provenance de Saint-Malo Agglomération, la commune a été rendue destinataire du bilan triennal à mi-parcours du Plan Local de l'Habitat et de la revalorisation d'objectif pressentie pour Saint-Méloir des Ondes.

Rappel : En vertu de la Loi SRU, et en sa qualité de commune membre d'une agglomération de plus de 50 000 habitants et en tant que commune de plus de 3 500 habitants, Saint-Méloir des Ondes est en rattrapage de production de logements sociaux, à savoir qu'elle doit faire en sorte que l'ensemble de son parc de logements soit constitué d'au moins 20 % de logements sociaux.

Monsieur le Maire rappelle que la commune s'emploie à poursuivre ses efforts et obligations en matière de construction de logements sociaux. Il en veut pour exemple l'évolution du parc social mélorien passé de 3,4% en 2008 à 8 % en 2018.

Il souligne que ce déficit en nombre de logements sociaux vaut également à la commune d'être assujettie au prélèvement financier visé à l'article L 302-7 du Code de la construction au titre des années 2016 et 2017.

Il explique qu'il s'est entretenu du sujet, le 14 septembre dernier, en présence de Mme Odile Casu - Adjointe aux affaires sociales - avec Monsieur le Sous-Préfet de Saint-Malo.

Si la commune a bien confirmé à l'Etat sa volonté d'atteindre les objectifs fixés à l'actuel PLH, elle a signifié qu'un rattrapage était proprement irréaliste et qu'il n'était pas concevable d'accepter un quota de production de logements sociaux supérieur. L'objectif de quantité semblant aller paradoxalement à l'encontre du souhait de mixité portée par la même Loi, puisque la commune devrait alors bâtir des quartiers entiers dédiés au strict logement social.



Le Maire informe l'assemblée que Saint-Malo Agglomération engage actuellement une réflexion sur la possibilité de mutualiser les objectifs entre ses communes membres.

**Invité à exprimer son avis sur le dossier,**

**Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

25 Pour                      0 Contre                      0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **RÉAFFIRME** son souhait d'atteindre les objectifs de production de logements sociaux, tels qu'ils figurent actuellement au Plan Local de l'Habitat,
- **SE DÉCLARE défavorable** aux ajustements à la hausse des objectifs de la commune (*soit 112 logements locatifs sociaux à produire sur 6 ans au lieu de 80 initialement prévus*), ceci dans l'attente d'une possible solution de type « mutualisation » trouvée au niveau de Saint-Malo Agglomération,
- **CHARGE** Monsieur le Maire de transmettre cette position aux interlocuteurs concernés.

#### **Information sur le rapport d'activités 2017 de saint-Malo Agglomération**

Monsieur le Maire rappelle que le rapport d'activités 2017 de Saint-Malo Agglomération doit faire l'objet d'une communication aux Conseils Municipaux des communes membres. Il apporte des éléments d'information sur les compétences communautaires et traite des thématiques suivantes :

- Le budget de l'agglomération
- Créer un projet de territoire
- Aménager le territoire
- Assurer le développement économique
- Développer l'enseignement supérieur
- Promouvoir le tourisme
- Construire les équipements de demain
- Préserver l'environnement
- Gérer les milieux aquatiques et prévenir les inondations
- Collecter et traiter les déchets
- Gérer l'équilibre social de l'habitat
- Développer les transports

Le Conseil municipal **prend acte** du rapport d'activités 2017 de Saint-Malo Agglomération.

*Observation : Le rapport d'activités, transmis aux conseillers municipaux en « version papier », leur sera adressé également en mode dématérialisé.*

## **MEDIATHEQUE**

#### **2018.078 - Fonctionnement de la médiathèque – Modification de la tarification**

Monsieur le Maire rappelle que le conseil municipal, par délibération du 5 mars 2018, a défini les règles de fonctionnement de la médiathèque municipale « Le Relais des Voyageurs ».

Le Maire propose de revenir sur les conditions tarifaires fixées pour les « collectivités » (*terme générique retenu pour qualifier à la fois les écoles, les établissements publics ou privés...*)

La règle définie était la suivante :

- Collectivité de Saint-Méloir des Ondes                      : adhésion = 10 € / an
- Collectivité Hors commune                                      : adhésion = 15 € / an

Il est proposé d'amender comme suit cette tarification :

- Ecoles de Saint-Méloir des Ondes et établissements publics méloriens (EHPAD, SIAJE) : gratuité d'accès
- Autres « collectivités, établissements, associations de Saint-Méloir des Ondes » : adhésion = 10 € / an
- Collectivités, établissements, associations Hors Commune : adhésion = 15 € / an

**Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

25 Pour                      0 Contre                      0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité, ACCEPTE d'amender les conditions tarifaires d'accès à la Médiathèque comme suit :**

- Ecoles de Saint-Méloir des Ondes et établissements publics méloriens (EHPAD, SIAJE) : gratuité d'accès
- Autres « collectivités, établissements, associations de Saint-Méloir des Ondes » : adhésion = 10 € / an
- Collectivités, établissements, associations Hors Commune : adhésion = 15 € / an

#### **2018.079 - Fonctionnement de la médiathèque – Accueil d'une stagiaire**

Monsieur Maire informe l'assemblée qu'une étudiante a candidaté pour un stage à la nouvelle médiathèque municipale, ceci dans le cadre de sa formation en alternance en "Licence professionnelle des Métiers du Livre" dispensée par l'Université de Rennes II.

La candidate a été rencontrée le 13 septembre dernier en entretien pour présenter son parcours et ses attentes.

Suite à cet échange, il est proposé de l'accueillir en stage à la Médiathèque sur la période souhaitée, soit d'Octobre 2017 à Avril 2018, à raison de 420 heures rémunérées selon les règles fixées pour la gratification des stagiaires.

Un conventionnement interviendra avec l'Université lorsque ses périodes de présence et le contenu de son projet tutoriel auront été mis point.

Madame Godeau, bibliothécaire, sera sa tutrice et définira avec elle les axes de son travail, ceci dans le cadre du projet culturel mis en place par la Municipalité.

**Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

25 Pour                      0 Contre                      0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **SE DÉCLARE** favorable à l'accueil d'une stagiaire à la Médiathèque dans les conditions d'accueil et de rémunération définies ci-dessus,
- **AUTORISE** le Maire à accomplir et à signer toutes les formalités nécessaires à cet engagement.

## **INFORMATIONS**

La prochaine séance du Conseil Municipal se tiendra le lundi 5 novembre 2018, à 19 heures, salle d'honneur de la mairie.

Le Secrétaire de séance,  
**Yves BOULEUC**

Séance close à 21 h 35

Le Maire,  
**René BERNARD**

